

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1378

12 mai 2016

SOMMAIRE

Allianz Infrastructure Norway Holdco I S.à r.l.	66133	O8 Retail S.à r.l.	66127
Ambulances et Taxis Royal	66101	Oberursel S.à r.l.	66120
Ambulances et Taxis Royal	66101	Panattoni Western Fund S.à r.l.	66099
Black Forest Sicav-Fis	66105	Plantations Weisen Sàrl	66099
CAE Luxembourg Acquisition	66103	Promobelaïr 13.1 S.A.	66099
CAE Luxembourg Financing	66103	Rimbaud S.A.	66102
CAE Management Luxembourg	66104	Ronca S.A.	66102
CD-Buttek Beim Palais S. à r.l.	66102	R+V Luxembourg Lebensversicherung S.A.	66100
Gondwana (Holdings) S.à r.l.	66144	Sancopia Portfolios-A S.à r.l.	66102
Kentas AG	66104	Sculptor PREO S. à r.l.	66102
Kirepo Sàrl	66104	Société d'Investissement et Participations S.A.	66100
Leudelange Fund	66104	Société Immobilière du Moulin S.A.	66100
Mac Aniaut SPF S.A.	66098	Sociolab International S.à r.l.	66100
Mac Aniaut SPF S.A.	66098	Sopasa Participations S.A.	66100
Majola S.à r.l.	66098	Spirzelt S.à r.l.	66101
Match Serviced Apartments S.à r.l.	66113	Stelarlux Capital S.A.	66101
Matimacael S.à r.l.	66098	Syrval S.A.	66103
MDM Investment S.A.	66098	Thea Participations S.à r.l.	66103
Mezzanine Management Central Europe Fi- nance S.A.	66098	The Green Link Holding S.A.	66101
Mezzanine Management Central Europe In- vestment S.A.	66099	United Bulk Carriers International S.A.	66103
New CV Luxco S.à r.l.	66099	Veresen Finance S.à.r.l.	66137
		Wollwert S.à.r.l.	66104

Matimacael S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 51, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 112.856.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016084856/9.

(160052079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Mac Aniaut SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 91.929.

—
Les comptes annuels clos au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016084858/9.

(160051860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Mac Aniaut SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 91.929.

—
Les comptes annuels clos au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016084859/9.

(160051861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Majola S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, Rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 180.178.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016084862/9.

(160052297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

MDM Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 185.614.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016084870/9.

(160052330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Mezzanine Management Central Europe Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 89.822.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016084872/9.

(160052201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Mezzanine Management Central Europe Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 91.841.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016084873/9.
(160052202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

New CV Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 16.879.700,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 122.396.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 mars 2016.
Pour Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.
Sophie Zintzen
Mandataire
Référence de publication: 2016084882/13.
(160051772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Panattoni Western Fund S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 37, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 156.789.

Les comptes annuels au 31/12/14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 mars 2016.
Panattoni Western Fund S.à r.l.
Représenté par Catherine Delsemme
Référence de publication: 2016084900/13.
(160051812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Plantations Weisen Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 19, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 57.875.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch-sur-Alzette, le 25/03/2016. Signature.
Référence de publication: 2016084917/10.
(160052235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Promobelair 13.1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 179, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 140.348.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016084919/9.
(160052109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

R+V Luxembourg Lebensversicherung S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 53.899.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016084922/9.

(160052077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Sopasa Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 117.145.

La Société a été constituée suivant acte notarié, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1561 du 17 août 2006.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour SOPASA PARTICIPATIONS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2016084993/15.

(160052171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

S.I.P. S.A., Société d'Investissement et Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 84.925.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

S.I.P. S.A., Société d'Investissement et Participations S.A.

Référence de publication: 2016084984/10.

(160051821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Société Immobilière du Moulin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 80.607.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2016084987/10.

(160052091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Sociolab International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8041 Strassen, 30A, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 157.819.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2016.

Référence de publication: 2016084988/10.

(160052328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Ambulances et Taxis Royal, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4702 Pétange, 29, rue Robert Krieps.
R.C.S. Luxembourg B 95.366.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Pour AMBULANCES ET TAXIS ROYAL S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2016085079/12.

(160052928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Ambulances et Taxis Royal, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4702 Pétange, 29, rue Robert Krieps.
R.C.S. Luxembourg B 95.366.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Pour AMBULANCES ET TAXIS ROYAL S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2016085080/12.

(160052929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Spirzelt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 9-11, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 93.472.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016084999/10.

(160052159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Stelarlux Capital S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 125.102.

Les comptes annuels au 31 mai 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016085000/10.

(160052127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

The Green Link Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 152.917.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016085010/10.

(160052102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Rimbaud S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 32.000,00.**

Siège social: L-7334 Heisdorf, 13, rue des Sources.

R.C.S. Luxembourg B 186.529.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Heisdorf, le 24 mars 2016.

Référence de publication: 2016084935/11.

(160051851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Ronca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 190.643.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 24 mars 2016.

Référence de publication: 2016084937/11.

(160051997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Sancopia Portfolios-A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.501,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 168.561.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016084943/9.

(160052259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Sculptor PREO S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 138.200.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2016084944/10.

(160052027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

CD-Buttek Beim Palais S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 16, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 55.498.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2016085197/13.

(160052425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Syrval S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 42.266.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SYRVAL S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2016085002/11.

(160051906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Thea Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 178.900.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016085011/9.

(160052056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

United Bulk Carriers International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 52.829.

Les comptes au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

UNITED BULK CARRIERS INTERNATIONAL S.A.
Alexis DE BERNARDI / Jacopo ROSSI
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2016085021/12.

(160051820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

CAE Luxembourg Acquisition, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 173.858.576,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 168.574.

Les comptes annuels consolidés de CAE Inc. au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en conformité avec l'article 316 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 mars 2016.

Référence de publication: 2016085185/11.

(160052547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

CAE Luxembourg Financing, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 57.865.428,00.

Siège social: L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers.
R.C.S. Luxembourg B 168.598.

Les comptes annuels consolidés de CAE Inc. au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en conformité avec l'article 316 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 mars 2016.

Référence de publication: 2016085186/11.

(160052546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Kentas AG, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 34.895.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 23.03.2016.

Für: KENTAS A.G.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2016084837/14.

(160052003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Kirepo Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9227 Diekirch, 44, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 103.574.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016084839/9.

(160051990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Leudelange Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 150.537.

Les comptes annuels de la société Leudelange Fund au 30 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016084843/10.

(160052198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Wollwert S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9839 Rodershausen, 3, Dosberbreck.

R.C.S. Luxembourg B 94.801.

Der Jahresabschluss zum 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2016085042/10.

(160052103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

CAE Management Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.953.455,00.

Siège social: L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers.

R.C.S. Luxembourg B 151.323.

Les comptes annuels consolidés de CAE Inc. au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en conformité avec l'article 316 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2016.

Référence de publication: 2016085187/11.

(160052545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2016.

Black Forest Sicav-Fis, Société en Commandite par Actions - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 203.895.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the fourth of February.

Before Maître Martine SCHAEFFER, civil law notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. BLACK FOREST SPECIALIZED ASSET MANAGEMENT SARL, a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registration pendant with R.C.S. Luxembourg,

here represented by Mr. Michaël ZIANVENI, lawyer, having his professional address in Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal, dated 4th February, 2016,

hereafter the Unlimited Shareholder or the General Partner.

and

2. Mr. Enrico CAMPO-FREGOSO, born on January 2, 1970 in Sorengo, Switzerland, having his personal address at Via Darwin, 8, I-20143 Milan, Italy,

here represented by Mr. Michaël ZIANVENI, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal, dated of 3rd February, 2016,

hereafter the Limited Shareholder.

The above mentioned proxies, being initialled “ne varietur” by the appearing parties, and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, in their respective capacities, have requested the notary to state as follows the Articles of a corporate partnership limited by shares “société en commandite par actions” which they form between themselves.

Preliminary Title. Definitions

In these articles of association, the following shall have the respective meaning set out below:

“Administrator”: any entity appointed by the Company to act as the Domiciliary Agent, Registrar and Transfer Agent and Administrative Agent of the Company.

“Articles”: the present articles of association.

“Business Day”: each day on which the banks and other financial institutions are open for business in Luxembourg.

“Class of Shares”: each of the classes of shares and any further classes of shares issued by the Company, as further described in the Company's Private Placement Memorandum.

“Company”: BLACK FOREST SICAV-SIF.

“CSSF”: Commission de Surveillance du Secteur Financier, the Luxembourg supervisory and regulatory authority.

“Sub-Fund”: refers to each separate investment portfolio within the Company as described in the appendixes of the Private Placement Memorandum.

“General Partner”: Black Forest Specialized Asset Management S.à.r.l.

“Investor Shares”: the Shares of the Company held by the Limited Shareholder(s).

“Law of 10 August 1915”: the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

“Law of 13 February 2007”: the Luxembourg law of 17 February 2007 on specialized investment funds, as amended from time to time.

“Limited Shareholder(s)”: the Shareholder(s) holding Investor Shares “Management Share(s)”: the Share(s) held by the General Partner of the Company.

“Private Placement Memorandum”: the private placement memorandum of the Company, as supplemented from time to time.

“Register”: the register of Shares of the Company.

“Shares”: the shares in the capital of the Company consisting of the Management Shares, the Investor Shares, the Limited General Partner Share and any additional shares issued by the Company.

“Shareholder(s)”: each or all the holder(s) of the Investor Share(s), Management Share(s) and any additional shares issued by the Company.

“Unlimited Shareholder(s)”: the holder(s) of Management Share(s) the responsibility of which is unlimited.

“Valuation Day”: refers to the date of determination of the Net Asset Value as described in the relevant appendix to the Private Placement Memorandum.

Chapter I. - Form, Corporate Name, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. Form, Corporate Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of Shares thereafter a company in the form of a limited partnership by shares (“société en commandite par actions”) formed as an investment company with variable capital and qualifying as specialized investment fund and alternative investment fund which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the Law of 10 August 1915, the Law of 13 February 2007 and the Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, and by the present Articles.

The Company will exist under the corporate name of "BLACK FOREST SICAV-SIF".

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

If and to the extent permitted by the law, the registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg by a resolution of the General Partner.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner required for amendment of these Articles, but cannot be transferred abroad, except as otherwise provided hereunder.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company.

The Company may have offices, branches (whether or not a permanent establishment) and subsidiaries either in Luxembourg or abroad.

Art. 3. Corporate Object. The Company's exclusive object is the collective investment of its funds in assets in order to spread the investment risks and to ensure for the investors the benefit of the results of the management of these assets according to its investment objectives and policies in accordance with the provisions of the 2007 Law and applicable CSSF Circulars.

The investment objectives and strategy of the Company are more fully described in the Company's Private Placement Memorandum.

The Company may also enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and in particular, without limitation, grant any assistance, advances or guarantees and raise money in any manner and secure the repayment of any money borrowed from third parties or from its shareholders.

In addition, the Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the 2007 Law.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration. Each Sub-Fund of the Company may have a limited duration, as indicated in the Company's Private Placement Memorandum.

Chapter II. - Corporate Capital, Distribution Rights of Shares, Redemption of Shares

Art. 5. Corporate Capital and Share Premium. The initial capital of the Company shall be represented by two types of shares consisting of a Management Share held by the General Partner as Unlimited Shareholder (“actionnaire commandité”) and Investor Shares held by the Limited Shareholders (“actionnaires commanditaires”).

The initial share capital of the Company is set at thirty-two thousand Euros (EUR 32,000) divided as follows:

- Two (2) Management Shares (share of Unlimited Shareholder) at an initial price of one thousand Euros (EUR 1,000), with no par value and fully paid up;
- Thirty (30) Investor Shares (shares of Limited Shareholder) at an initial price of one thousand Euros (EUR 1,000), with no par value and fully paid up.

The Company's share capital shall at any time be equal to its net asset value, as determined in accordance with the Articles of the Company.

The Company shall be entitled to issue share premium at the discretion of the General Partner.

The minimum subscribed capital of the Company, increased by the share premium, shall be as required by the Law of 13 February 2007, EUR 1,250,000 (one million two hundred fifty thousand euro). This minimum must be reached within a period of twelve months following the authorisation of the Company.

Art. 6. Sub-Funds and Classes of Shares. The Company is a multi-compartment structure consisting of one or several Sub-Funds, each one representing a specific portfolio of assets and liabilities. There is no cross liability between Sub-Funds. Each Sub-Fund is invested in accordance with the investment objective and policy applicable to it. The investment objective and policy as well as other specific features of each Sub-Fund will be set forth in the Private Placement Memorandum. The General Partner may decide, at its sole discretion and at any time, to create additional Sub-Funds or to close an existing

Sub-Fund. The Company retains the right to offer at its discretion only one or more Classes for purchase by specific investors.

The General Partner may decide, at its sole discretion, to issue, within each Sub-Fund, separate Classes of Shares, which may carry different rights and obligations, inter alia with regard to their distribution policy and right to revenues, their fee structure, their minimum initial subscription and holding amounts or their target investors. The specific features of the Classes within each Sub-Fund will be set forth in the Private Placement Memorandum. The General Partner may decide, at its sole discretion and at any time, to create additional Classes or close an existing Class.

Art. 7. Form of Shares. The Company shall issue Shares in registered form only.

All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, and the number of registered Shares held by him.

The Company recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Company. The failure to appoint such attorney shall result in a suspension of all rights attached to such Share(s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

The Company may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the distribution and liquidation proceeds of the relevant Sub-Fund on a pro rata basis.

Art. 8. Shareholders. The holding of Shares is exclusively restricted to «Well-Informed Investors» as defined in the Law of 13 February 2007.

The General Partner shall have the power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose notably of ensuring that no Shares in the Company are acquired or held by (a) any person in breach of these Articles, the Private Placement Memorandum, the law or requirement of any country or governmental authority, or (b) any person in circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered. For such purposes the General Partner may:

a) decline to issue any Share and decline to register any transfer of a Share where it appears to it that such registration or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Share being held by a person who is precluded from holding Shares of the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not legal or beneficial ownership of such shareholder's Shares rests or will rest in a person who is precluded from holding Shares of the Company; and

c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding Shares of the Company is a legal or beneficial owner of Shares or holds Shares, cause the Company compulsorily to repurchase from any such shareholder all Shares held by such shareholder.

Art. 9. Subscription of Shares. Shares may be offered for subscription as further detailed and in accordance with the provisions of the Company's Private Placement Memorandum as supplemented from time to time.

Art. 10. Transfer and Conversion of Share. Subject to the provisions of the Company's Private Placement Memorandum and unless otherwise provided therein, Shares are freely transferrable to existing Shareholders or to any third party.

The General Partner shall however not accept any transfer of shares to any transferee who may not be considered as an eligible investor within the meaning of the Law of 13 February 2007.

The shareholder wishing to transfer its shares in the Company will be responsible for all costs associated with any attempted or realized transfer.

Shareholders are not allowed to pledge or grant a security interest in any of their shares without the prior consent of the General Partner, unless pledged or granted to a credit institution as defined by the respective shareholders' country legislation.

Unless otherwise provided for within the Company's Private Placement Memorandum, Shares of a Sub-Fund may not be converted for Shares in another Sub-Fund at the request of the Shareholders.

Art. 11. Redemption of Shares. The Company is closed-ended.

However, the General Partner may decide, depending on the investment strategy and objectives of each Sub-Fund, to launch open-ended Sub-Fund.

The Company may decide to compulsorily redeem the Shares wholly or in part in particular in the following circumstances:

a) the Shares are held by investors not authorized to buy or own Shares in the Company, i.e. a Shareholder that no longer qualifies as «Well-Informed Investor» as defined in the Law of 13 February 2007 or such Shareholder (or an affiliate of the same) that becomes a U.S. person as referred to in the Private Placement Memorandum;

b) in the event that a Shareholder is declared bankrupt, enters into an arrangement for the benefit of its creditors or goes into liquidation;

c) in case of liquidation or merger of Sub-Funds or Classes of Shares;

d) in order to distribute the proceeds of realization of investments; and

e) in all other circumstances as the General Partner may deem appropriate in accordance with the terms and conditions set out in the Private Placement Memorandum.

Redemption of Shares shall be made at a price which is determined by the General Partner to be the fair value for the Shares to be redeemed by applying the principles described in the Private Placement Memorandum. The rules relating to distributions as set forth in the Private Placement Memorandum are furthermore applicable. Except in the cases c), d) and e) above, the General Partner may impose such penalty as it deems fair and appropriate.

The payment of the redemption price shall be made for cash or consideration in kind at the General Partner's request, subject however to the prior approval of the concerned Shareholders. The allotment of Company's assets in respect of redemption for consideration in kind shall be fair and not detrimental to the interests of the other Shareholders of the Company. Any redemption for consideration in kind shall be subject to a report from an auditor prepared in accordance with Luxembourg laws, the costs of which shall be borne by the Company.

All redeemed Shares or fractions thereof shall be automatically cancelled.

Art. 12. Net Asset Value. The Net Asset Value of each Sub-Fund of the Company shall be determined by the Administrator and under the supervision of the General Partner on each valuation date (Valuation Day) as indicated within the relevant appendix to the Private Placement Memorandum but in no event less than once a year. If a Valuation Day falls on a day which is not a Business Day, the Valuation Day will be the next Business Day.

The Net Asset Value of each Sub-Fund of the Company will be expressed in the Sub-Fund Currency as indicated within the relevant appendix to the Private Placement Memorandum and shall be determined by the Administrator on the basis of the valuation of the underlying assets of each Sub-Fund of the Company on each Valuation Day by aggregating the value of all assets of each Sub-Fund of the Company and deducting all liabilities of each Sub-Fund of the Company.

For the purpose of determining the value of each Sub-Fund's investments, the Administrator may rely upon valuation provided by the General Partner or information received from various pricing sources (including brokers, specialist(s) duly authorized to that effect by the General Partner, an independent valuer duly licensed and appointed by the General Partner and/or other relevant pricing sources), as provided in the Company's private Placement Memorandum. In circumstances where one or more pricing sources fail to provide valuations for an important part of the assets, the Administrator is authorized to delay the calculation of the Net Asset Value in accordance with the General Partner's instructions.

The assets of each Sub-Fund of the Company shall be deemed to include:

a) all securities, debt securities, shares and units of investment funds, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company on account of such Sub-Fund;

b) all cash in hand or on deposit for the account of such Sub-Fund, which may be held on an accessory and temporary basis, including any interest accrued thereon;

c) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered), which may be held on an accessory and temporary basis for the account of such Sub-Fund;

d) all stock dividends, cash dividends, cash distributions receivable by the Fund in respect of investments of the Sub-Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

e) all interest accrued on any interest bearing securities held by the Company for the account of the Sub-Fund, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

f) the primary expenses of the Fund insofar as the same have not been fully amortized; and

g) all other assets of every kind and nature, including real estates, attributable to the Sub-Fund, including pre paid expenses.

The liabilities of each Sub-Fund of the Fund shall be deemed to include:

a) all loans, bills and accounts payable;

b) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to the Management fee, Administrator fees, Custodian fees);

c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property;

d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Fund, and other reserves, if any, authorised and approved by the General Partner; and

e) all other liabilities of each Sub-Fund of the Fund of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Fund.

For the purpose of the Net Asset Value calculation:

- f) Shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall not be deemed to be existing;
- g) Shares of the Company to be redeemed shall be treated as existing and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;
- h) All investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in Euro, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value; and
- i) Effect shall be given on any Valuation Date to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Date, to the extent practicable.

The General Partner may temporarily suspend the calculation of the Net Asset Value during:

- a) any period when, in the reasonable opinion of the General Partner, a fair valuation of the assets of the Company is not practicable for reasons beyond the control of the Company; or
- b) any period when any of the principal markets (where applicable) on which a substantial proportion of the investments of the Company are quoted are closed (otherwise than for ordinary holidays), or during which dealings thereon are restricted or suspended; or
- c) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which valuation of assets owned by the Company would be impractical; or
- d) any breakdown in, or restriction in the use of, the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments or the currency price or values on any such stock exchange; or
- e) Following a possible decision to liquidate or dissolve the Company or one or several Sub-Funds; or
- f) when, following redemption requests, it has not proved possible to dispose of the assets of the concerned Sub-Fund as necessary as a consequence of the markets' liquidity.

Chapter III. - Management

Art. 13. Determination of the General Partner. The Company shall be managed by BLACK FOREST SPECIALIZED ASSET MANAGEMENT SARL, a Luxembourg private limited liability company “société à responsabilité limitée”, in its capacity as the Unlimited Shareholder of the Company.

The Limited Shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

The General Partner may not be removed from its capacity as general partner of the Company without its consent.

Art. 14. Powers of the General Partner. The General Partner will have the broadest powers to administer and manage the Company, to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and to perform all acts of administration and disposition of the Company.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner.

The General Partner will have the power, in particular, to implement the investment objective and policy of each Sub-Fund of the Company as well as the course of conduct of the management and business affairs of the Company and to manage investments for the account of the Company with a view to achieving the Sub-Fund' investment objectives, in compliance with these Articles and the applicable laws and regulations.

The General Partner will have the power to enter into administration, investment and adviser agreements and any other contract and undertakings that it may deem necessary, useful or advisable for carrying out the object of the Company.

The General Partner shall have complete discretion and full power, authority and right to represent and bind the Company, either itself or wholly in part through its authorized agents or delegate.

No Limited Shareholder shall represent the Company.

Art. 15. Signature. The Company shall be bound vis-à-vis third parties, by the joint signature of one (1) A Manager and one (1) B Manager of the General Partner, or one or more of its other duly authorized signatories, or such person(s) to which such power has been delegated.

Art. 16. Liability of the General Partner and Limited Shareholders. The General Partner is liable for all liabilities which cannot be met out of the Company's assets.

The Limited Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever other than when exercising their rights as Shareholders in general meetings of the Shareholders and shall be liable to the extent of their contributions to the Company.

Art. 17. Delegation of Powers Agents of the General Partner. The General Partner may, at any time, appoint officers or agents of the Company as required for the affairs and management of the Company, including third party entities. The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner.

The General Partner will determine any such investment adviser, officers or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/her/its/their agency.

Art. 18. Conflicts of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company, firm or entity shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or one or more of the officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company, firm or entity. The General Partner or any officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company, firm or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company, firm or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Potential conflicts of interest would include, for example, the General Partner (i) providing services to other customers, (ii) employees or managers of the General Partner becoming a director in, or (iii) holding or dealing in securities held by the Company.

Complementary conflict of interest rules and guidance might be further described in the Private Placement Memorandum.

Chapter IV. - General meeting of Shareholders

Art. 19. Powers of the General Meeting of Shareholders. The decisions of the Shareholders are taken by resolutions passed at meetings of the Shareholders held at a time and place specified in the notice of the meeting.

Shareholders are entitled to receive notice of, attend, speak and vote at any general meeting of the Company.

The general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders of the Company.

General meetings of Shareholders are convened by the General Partner.

Each shareholder may participate in general meetings of Shareholders.

The general meeting of the Shareholders shall deliberate only on the matters which are not reserved to the General Partner by the Articles or by the law.

Art. 20. Annual General Meeting. The annual general meeting of the Shareholders will be held at the registered office of the Company or elsewhere as may be specified in the notice convening the meeting, at 4.30 pm on June, 15th each year. If such day is a public or bank holiday, the meeting will be held on the next following Bank Business Day.

The first general meeting that shall be held on June 15th, 2017 at the registered office of the Company or elsewhere as may be specified in the notice of meeting.

Art. 21. Other General Meetings. The General Partner may convene other general meetings or Sub-Fund meetings at such place and time as may be specified in the relevant convening notice.

Art. 22. Notice. The Shareholders shall meet upon a notice by the General Partner setting forth the agenda and sent at least eight (8) calendar days prior to the meeting by registered mail to each Shareholder at the Shareholder's address in the Register.

If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of the Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 23. Attendance - Representation. The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by the Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

A Shareholder may act at any general meeting of Shareholders by appointing in writing or by telefax or any other means of transmission ensuring the authenticity of the document and the identification of its author as his/her proxy another person who need not be a Shareholder.

A Shareholder which is a company or other legal entity may execute a form of proxy under the hand of a duly authorised officer, or may authorise by letter, by telegram or telefax or any other means of transmission ensuring the authenticity of the document and the identification of its author, such person as it thinks fit to act as its representative at any general meeting of the Shareholders, subject to the production of such evidence of authority as the General Partner may require.

Art. 24. Proceedings. The general meeting of the Shareholders shall be presided by the General Partner or by a person designated by the General Partner.

The chairman of the general meeting of the Shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of the Shareholders may elect one scrutineer.

They form together the board of the general meeting of the Shareholders.

Art. 25. Vote. Every Shareholder shall be entitled to voting rights commensurate to its shareholding. A fractional Share shall not confer any voting right, unless together with other fractional Share(s) that the respective Shareholder holds, their number is such that they represent one or more whole Shares. In order for any resolution proposed at a Shareholders' meeting by the holder of the Management Share to be validly passed, a vote in favor of such resolution is required, except if otherwise provided in these Articles of Association.

The general meeting of the Shareholders may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda unless all the Shareholders are present or represented at a general meeting of the Shareholders meeting and decide to add some items to the agenda.

Each Share entitles to one vote.

Unless otherwise provided for in these Articles, Shareholders' resolutions are validly passed by Shareholders' representing a majority of the voting rights at Shareholders' meetings validly convened and quorated in accordance with the Law of 10 August 1915.

In any case, the consent of the General Partner is required for any Shareholders' resolution to be validly adopted including any amendment to these Articles.

Art. 26. Minutes. The minutes of the general meeting of the Shareholders shall be signed by the bureau of the meeting.

Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

Chapter V. - Financial year, Distribution of profits

Art. 27. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and closes on the last day of December of each year.

Art. 28. Adoption of the Financial Statements. Financial statements shall be drawn up by the General Partner and submitted for adoption to the next annual general meeting of the Shareholders.

The annual general meeting of the Shareholders shall consider and, if thought fit, adopt the financial statements and vote on the discharge of the General Partners and the allocation of the results of the Company in accordance with these Articles.

Art. 29. Supervision. The operations of the Company and its financial situation shall be supervised by one independent auditor qualifying as a «réviseur d'entreprises agréé» who shall be appointed by the Shareholders for a renewable term of one (1) year. The independent auditor shall be remunerated by the Company and shall remain in office until its successor is appointed. The independent auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law of 13 February 2007.

Art. 30. Distribution. Subject to the requirements of Luxembourg law, distributions, if any, shall be payable by the Company on its shares upon decision by the General Partner in accordance with the Company's Private Placement Memorandum.

No distribution may be made if after the declaration of such distribution the net asset value of the Company would fall below EUR 1,250,000 (one million two hundred fifty thousand Euro).

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 31. Legal incapacity or inability to act of the General Partner. The Company shall not be dissolved in the case of the General Partner's legal incapacity, dissolution, resignation, retirement, insolvency or bankruptcy or for any other reason provided under applicable law where it is impossible for the General Partner to act, it being understood for the avoidance of doubt that the transfer of its Management Share by the General Partner in accordance with these Articles will not lead to the dissolution of the Company.

In case of legal incapacity or inability to act of the General Partner as mentioned under the preceding paragraph, the Administrator of the Company will convene a general meeting of Shareholders which will appoint a new general partner by means of a resolution adopted in the manner required to amend the Articles, without the prior approval of the General Partner, but subject to prior CSSF approval.

Art. 32. Liquidation. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (whether natural persons or legal entities) named pursuant to a general meeting effecting such dissolution and at which meeting the liquidators' powers and compensation shall be determined. The operations of liquidation will be carried out pursuant to the 1915 Law.

The net proceeds of liquidation in respect of each Sub-Fund or, as the case may be, of each Class within each Sub-Fund, shall be distributed by the liquidator(s) to the holders of Shares of the relevant Class in proportion to their holding of such Shares in such Sub-Fund or Class, and whether such proceeds shall be distributed in cash or kind.

The resolutions of the general meeting of shareholders or of a court of law pronouncing the termination and winding-up of the Company are to be published in the Mémorial and in two (2) newspapers with sufficiently wide circulation, at least one (1) of which must be a Luxembourg newspaper.

Art. 33. Termination, liquidation and merger of Sub-Funds or Classes of Shares. Sub-Funds may have a fixed liquidation date as more fully described in the Private Placement Memorandum. At the relevant liquidation date, the assets of the Sub-Fund will be liquidated and the net proceeds will be paid out to the Shareholders.

The General Partner may decide to close one or more Classes or Sub-Funds (having or not a limited duration) in the best interests of the Shareholders, if there has been a substantial modification in the political, economic, regulatory or monetary situation pertinent to a Class or Sub-Fund, which, in the opinion of the General Partner renders this decision

necessary, or where such action is required in order to protect the interests of Shareholders, or if for any reason whatsoever, the value of the net assets of a Sub-Fund falls below an amount determined in the Private Placement Memorandum and the General Partner determines that the interests of the Shareholders of that same Class or Sub-Fund demand such action to be taken.

The Company shall serve a notice in writing to the Shareholders of the relevant Class or Sub-Fund, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations.

The Company shall base these redemptions on the net asset value taking into account liquidation expenses.

The amounts that have not been claimed by the Shareholders or their beneficiaries at the close of liquidation of a Class or Sub-Fund shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg.

All redeemed Shares may be cancelled.

A termination contemplated above may be combined with a contribution to one (1) or several Sub-Fund(s) or Class(es) within the Company or to one (1) or several other Sub-Fund(s) or Class(es) of another undertaking for collective investment (under the corporate or the contractual type form) in the best interests of the Shareholders.

Where the undertaking for collective investment that will receive the contribution is a mutual fund (fonds commun de placement), the decision to contribute will only be binding on Shareholders who have agreed to make a contribution.

A Sub-Fund may exclusively be contributed to a foreign undertaking for collective investment with the unanimous approval of the Shareholders of the relevant Sub-Fund or under the condition that only the assets of the consenting Shareholders shall be so contributed.

Chapter VIII. - Final Provisions

Art. 34. The Custodian. The Company will enter into a custodian agreement with a financial institution (the “Custodian”) which shall satisfy the requirements of the Law of 13 February 2007.

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 13 February 2007, the custodian agreement and any other law applicable.

If the Custodian desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor custodian and will appoint it in replacement of the retiring Custodian. The General Partner may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof. In both the case of voluntary withdraw of the Custodian or of its removal by the General Partner, the Custodian, until it is replaced, shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the investors.

Art. 35. Amendment of these Articles. At any general meeting of the Shareholders convened in order to amend the Articles of the Company, including its corporate object, or to resolve on issues for which the Law refers to the conditions required for the amendment of the Articles, the quorum shall be at least one half of the share capital of the Company. Any vote in favour of any amendment of these Articles requires the approval of the holder of the Management Share for such resolution to be validly passed.

If the quorum requirement is not fulfilled, a second meeting may be convened in accordance with the Law. Any such notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the result of the preceding meeting. The second meeting may validly deliberate, irrespective of the portion of the share capital represented.

In both meetings, resolutions must be passed by at least two thirds of the votes cast by the general meeting of the Shareholders, provided that no resolution shall be validly passed unless approved by the General Partner.

Unless provided differently therein, any proxy regularly deposited for the first meeting shall remain valid for the second meeting.

Art. 36. Indemnification. The Company is required to indemnify, out of the assets of the Company only, the General Partner, managers, officers, employees and agents of the Company, and any investment advisor(s) and its service providers for any claims, damages and liabilities to which they may become subject because of their status as the General Partner, managers, officers, employees or agents of the Company and any investment advisor (s) and its service providers, or by reason of any actions taken or omitted to be taken by them in connection with the Company, except to the extent caused by their gross negligence, fraud or wilful misconduct or their material breach of the provisions of the Private Placement Memorandum.

Art. 37. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the Law of 10 August 1915 and the Law of 13 February 2007 for which no specific provision is made in these Articles of Association.

Subscription

The appearing parties have subscribed to and entirely paid-up respectively 2 Management Shares and 30 Investor Shares as mentioned below:

Subscriber	Investor Shares	Management Shares	Aggregate Subscription Price
BLACK FOREST SPECIALIZED ASSET MANAGEMENT SARL, prenamed	/	2	EUR 2.000,-
Mr. Enrico CAMPOFREGOSO, prenamed	30	/	EUR 30.000,-
Total	30	2	EUR 32.000,-

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Transitory provision

The first financial year shall begin today and finish on December 31, 2016.

The first annual general meeting will be held in the year 2017.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand eight hundred Euro (EUR 2,800.-).

General Meeting of Shareholders

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

First resolution

The registered office of the Company is fixed at 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

BDO AUDIT, a société anonyme having its registered office at 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, registered with R.C.S.Luxembourg under number B147570, is appointed as auditor of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2017.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English only.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, which are known to the notary by his surname, last name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: M. Zianveni et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 5 février 2016. Relation: 2LAC/2016/2828. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 16 février 2016.

Référence de publication: 2016066579/477.

(160028959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

Match Serviced Apartments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 203.923.

—
STATUTES

In the year two thousand sixteen, on the twenty-eighth day of January.

Before Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

- Mr. Mario MONTI, company manager, born on 2 February 1954 in Rome, Italy and residing at 1102 Streamlight Tower, London E14 9DW, United Kingdom.

here duly represented by Mr. Patrice Gallasin, legal counsel, professionally residing at 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, by virtue of a proxy established on 16 December 2015.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing person and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name Match Serviced Apartments S.à r.l. (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The corporate object of the Company is the services apartments, the purchase, the selling, the commercialization, the customer's services, the renovation of real estate buildings, as well as any commercial or industrial activities and/or services in direct and/or indirect relation thereto.

3.3. The company may generally carry out, all industrial, commercial, financial, movable operations or any real estate operations directly or indirectly favor or relate to its object, including research and scientific or technical development, the acquisition, the detention, the getting and the exploitation on any forms of licensee, patent, brands, models, inventions.

3.4. The participation of any companies or enterprises created or going to create which concern the social object, define above or any similar or subsidiary object. It may further invest in the acquisition and the management of a patent portfolio or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by one hundred (100) shares in registered form with a par value of one hundred and twenty-five euro (EUR 125) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed ad nutum.

8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any manager of the Company.

9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

10. Representation.

10.1. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of the single manager, or, in case the Company is managed by a board of managers, by the single signature of any manager of the Company.

10.2. The Company shall furthermore be bound towards third parties by the joint or single signature of any person to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles and within the limits of such power.

11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

12. Powers and voting rights.

12.1. The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

14. Accounting year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of each year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15. Allocation of profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

16. Dissolution - Liquidation.

16.1. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder(s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2016.

Subscription - Payment

Thereupon, Mr. Mario Monti, prenamed, declares to have subscribed to the whole share capital of the Company and to have fully paid up all one hundred (100) shares by contribution in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately nine hundred fifty euro (EUR 950.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following person is appointed as manager of the Company for an indefinite period:

- Mr. Mario MONTI, company manager, born on 2 February 1954 in Rome, Italy and residing at 1102 Streamlight Tower, London E14 9DW, United Kingdom.

2. The registered office of the Company is set at 70 route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil seize, le vingt-huit janvier.

Par-devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Mr. Mario MONTI, gérant de société, né le 2 février 1954 à Rome, Italie et demeurant à 1102 Streamlight Tower, Londres E14 9DW, Royaume-Unis.

ici représenté par Mr. Patrice Gallasin, juriste, résidant professionnellement au 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donné le 16 décembre 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrées avec lui.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

1. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination Match Serviced Apartments S.à r.l. (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La société a pour objet: le service appartements, 'achat, la vente, la commercialisation, le service clients, la rénovation et la mise en valeur d'immeuble, la promotion immobilière, ainsi que toutes les activités commerciales, industrielles et/ou services qui s'y rapportent de manière directe ou indirecte,

3.3. La société plus généralement accomplit toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet, ou susceptibles d'en favoriser l'extension ou le développement, y compris mais sans limitation, la recherche et le développement scientifique et technique, l'acquisition, la détention, l'obtention et l'exploitation, sous quelque forme que ce soit, de licences, brevets, marques, modèles, procédés, inventions, savoir-faire et informations techniques,

4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par cent (100) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

7. Conseil de gérance.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixer la durée de leur mandat.

7.2. Les gérants sont révocables ad nutum.

8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout gérant.

9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

10. Représentation.

10.1. La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de l'un des gérants de la Société.

10.2. La Société sera en outre engagée, vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

16. Dissolution - Liquidation.

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

17. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2016.

Souscription - Libération

Mr. Mario Monti, précité, déclare avoir souscrit à l'entière du capital social de la Société et d'avoir entièrement libéré les cent (100) parts sociales par versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ neuf cent cinquante euros (EUR 950,-).

Décisions de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée comme gérant de la Société pour une durée indéterminée:

- Mr. Mario MONTI, gérant de société, né le 2 février 1954 à Rome, Italie et résidant à 1102 Streamlight Tower, Londres E14 9DW, Royaume-Unis.

2. Le siège social de la Société est établi au 70, route d'Esch, L1470 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: GALLASIN, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 29 janvier 2016. Relation: 1LAC / 2016 / 3245. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 16 février 2016.

Référence de publication: 2016066858/349.

(160029339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

Oberursel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 203.893.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the fourth day of February.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

M&G European Secured Property Holding Company S.à r.l., a limited liability company organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, and registered with the Trade and Companies' Register under number B 193.079,

here represented by Me Michèle Kemp, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialed "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has required the officiating notary to enact the deed of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which he declares organised and the articles of association of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established by the current owner of the shares created hereafter and among all those who may become shareholders in the future, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. The purpose of the Company is the direct or indirect holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign real estate companies and any other form of real estate investment, including the purchase, sale, exchange, subscription or the transfer of securities of any kind (which are direct or indirect participations in real estate companies and any other form of real estate investment) and the administration, control and development of its real estate portfolio.

The purpose of the Company is also to invest or divest in real estate property either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, either by means of purchase or exchange, and the administration, development and management of real estate property and to carry out any operation relating directly or indirectly thereto.

The Company may further guarantee, grant security, borrow in any form, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial, real estate, intellectual property activities or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. The Company will assume the name of “Oberursel S.à r.l.”.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its shareholders. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

The registered office of the Company may however be transferred within the municipality of Luxembourg-City by a decision of the sole manager or, in case of several managers, of the board of managers.

In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings. The shares of the Company are in registered form.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

The Company may redeem its own shares.

Art. 8. A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder. The Company will recognise only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Any inter vivos transfer to a new shareholder is subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

In case of a single shareholder, the Company's shares held by such shareholder are freely transferable.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, who need not be shareholders and are appointed by the general meeting of shareholders.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the sole shareholder, or as the case may be, the shareholders, who fix(es) the term of its/their office. He (they) may be dismissed with or without cause at any time by the sole shareholder, or as the case may be, the shareholders.

The manager, or in case of several managers, the board of managers may delegate part of his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents, and determine this agent's responsibilities and remuneration, if any, the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one manager, by the joint signature of any two managers, or by the signature(s) of any person(s) (including a manager) to whom authority has been delegated by the sole manager or by the board of managers within the limits of such delegation.

Art. 13. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by any one manager at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside over all meetings of the board of managers, or in the absence of a chairman, the board of managers may appoint another manager as chairman by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, facsimile, email or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex, facsimile or email another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex, facsimile, email or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers, or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The manager(s) do(es) not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

The Company shall indemnify any manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for negligence or fault or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 17. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association. Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The shareholders may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. In the case of a sole shareholder, such shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on the 1st of October of each year and ends on the 30th of September of the following year.

Art. 21. Each year on the 30th September, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders. Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

Art. 23. The manager or board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 25. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law and amendments thereto.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by M&G European Secured Property Holding Company S.à r.l., prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional disposition

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 30th September 2016.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its association are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Extraordinary general meeting

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering itself as fully convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

2. Mr. Peter Baxter, born on 23 June 1956 in Newtownards, Northern Ireland, United Kingdom, residing professionally at 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

Mrs. Bronwyn Salvat-Winter, born on 17 September 1964 in Taupo, New Zealand, residing professionally at 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

are appointed as managers of the Company for an indefinite period.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation, on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the french translation

L'an deux mille seize, le quatre février.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

M&G European Secured Property Holding Company S.à r.l, une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, et enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 193.079,

ici représentée par Maître Michèle Kemp, avocate, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée (ci-après la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés immobilières luxembourgeoises et/ou étrangères et toutes autres formes de placements immobiliers, incluant l'achat, la vente, l'échange, la souscription ou le transfert de valeurs mobilières (qui sont des participations directes ou indirectes dans des sociétés immobilières et tout autre forme de placement immobilier) et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations immobilières.

L'objet de la Société est aussi d'investir ou de céder des biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger soit, par l'acquisition ou par l'échange de tels biens immobiliers, et l'administration, le développement, et la gestion de biens immobiliers ainsi que l'accomplissement de toute opération s'y rattachant directement ou indirectement.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés, emprunter sous toute forme, accorder des prêts ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou un droit de quelque nature que ce soit, ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle, immobilière, relatives à la propriété intellectuelle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Elle peut être dissoute à tout moment et avec ou sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination de "Oberursel S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays par une décision du conseil de gérance.

Le siège social peut être déplacé à l'intérieur de la commune de Luxembourg-Ville par décision du gérant unique ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, du conseil de gérance.

Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produites ou seraient imminentes, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, d'une valeur d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires. Les parts sociales de la Société sont nominatives.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 8. Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition des associés pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur. La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à un nouvel associé qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé ne peuvent être transmises à un nouvel associé que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement cessibles.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés et sont nommés par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés, fixant la durée de leur (s) mandat(s). Il(s) est/sont librement et à tout moment révocable(s), avec ou sans motif, par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, et déterminer les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux gérants, ou par la signature de toute autre personne (y compris un gérant) à qui tel pouvoir aura été délégué par le gérant unique ou par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

Art. 13. Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance, en l'absence d'un président, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, email ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance. Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie ou email un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, email ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Le ou les gérant(s) ne contracte(nt), à raison de leur(s) fonction(s), aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société indemniserà tout gérant ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou tous procès auxquels il aura été partie en sa qualité de gérant ou fondé de pouvoir de la Société, ou pour avoir été, à la demande de la Société, gérant ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est associé ou créditricer et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès il sera finalement condamné pour négligence ou faute ou mauvaise administration, en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que le gérant ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef du gérant ou fondé de pouvoir.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 17. L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 18. Sous réserve d'une majorité plus importante prévue par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées (i) à la majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 19. Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la Loi. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant, et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

E. Année sociale - Bilan - Répartition des profits

Art. 20. L'année sociale commence le 1^{er} octobre de chaque année et se termine le 30 septembre de l'année suivante.

Art. 21. Chaque année, au 30 septembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 22. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés. Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décidera de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

Art. 23. Le gérant ou le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 25. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la Loi.

Souscription et libération

Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été souscrites par M&G European Secured Property Holding Company S.à r.l. (prénommée).

Toutes les parts souscrites ont été entièrement libérées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 30 septembre 2016.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à EUR 1.500,-

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt l'associé, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué, a tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et

2. Monsieur Peter Baxter, né le 23 juin 1956 à Newtownards, Irlande du Nord, Royaume-Uni, demeurant professionnellement au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et

Madame Bronwyn Salvat-Winter, née le 17 septembre 1964 à Taupo, Nouvelle-Zélande, demeurant professionnellement au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

sont nommés gérants de la Société pour une durée indéterminée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, la comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. KEMP et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 8 février 2016. Relation: 1LAC/2016/4407. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 février 2016.

Référence de publication: 2016066919/395.

(160028846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

O8 Retail S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 34, rue Notre Dame.

R.C.S. Luxembourg B 203.918.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twenty first of January.

Before Maître Karine REUTER, notary residing professionally in Luxembourg.

There appeared:

OROLUK HOLDING SARL, a company incorporated in Luxembourg, having its registered office at 59 Grand Rue, L-1661 Luxembourg, registered with the trade register of Luxembourg under the reference B 201.578,

here represented by Maître Thierry POULIQUEN, residing professionally in Howald or Maître Valérie KOPERA, residing professionally in Howald, by virtue of a proxy given under private seal on 15th January 2016.

Said proxy, after having been initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) known by the name of "O8 RETAIL S.À R.L." (the Company).

Art. 2. Corporate object. The corporation may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

The Company may also develop, purchase, control and sell trademarks, patents, licences and / or equivalent rights of whatever origin in Luxembourg or abroad.

In particular, the corporation may use its funds for the establishment, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities of whatever origin, and participate in the creation, development and control of any enterprise, the acquisition, by way of investment, subscription, underwriting or option, of securities, to realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise develop such securities, grant to other companies or enterprises in which the company has a participating interest or which form a part of the group of companies to which the Company belongs any assistance, such as loans, advances and guarantees.

The corporation may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the corporation may deem useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the sole manager or the board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (12,500 eur) represented by one thousand two hundred fifty (1,250) shares having a par value of ten euro (10 eur) each.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the shareholder meeting, in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the 1915 Act) will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 15 of these articles of association.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the shareholders or of the sole shareholder will not terminate the Company to an end.

Art. 12. Management. The Company is managed by a sole manager or by a board of managers composed of two or several managers, who need not be shareholders.

The sole manager or the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all acts and operations consistent with the Company's purpose. The managers are appointed by the general meeting of shareholders. They may be dismissed freely at any time by the general meeting of shareholders.

In dealing with third parties, the Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager. If managed by a board of managers, the Company will be bound in all circumstances by the joint signature of two managers. However, the Company will be validly bound by the sole signature of each manager for the acts relating to its daily management.

The board of managers may choose from among its members a chairman.

It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least five days in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

When the board is composed at least of three managers, any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by facsimile another manager as his proxy. A manager may not represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting. In the event that, at any meeting of the board of managers, the number of votes for and against a resolution is equal, the chairman shall have a casting vote.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, or by facsimile, or any other similar means of communication to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 13. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

Art. 14. General meetings of the shareholder(s). An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting, on the last working day of June at 2 p.m. and for the first time in the year 2017.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the 1915 Act.

Art. 16. Financial year. The Company's year starts on the 1st January and ends on 31st December of each year.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 31st December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to his/their

shareholding in the Company. The manager or in case of plurality of managers the Board of managers may decide to pay interim dividends.

Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 20. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the 1915 Act for all matters for which no specific provision is made in these articles of association.

Declaration

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the 1915 Act have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the 1915 Act.

Transitory disposition

The first financial year shall begin today and it shall end on December 31st 2016.

Subscription and liberation

The one thousand two hundred and fifty (1.250) shares have been subscribed by the sole shareholder OROLUK HOLDING SARL, represented as stated above.

All these shares have been fully paid-up in cash, therefore the amount of twelve thousand five hundred euros (12,500 eur) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the undersigned notary who states it.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be one thousand three hundred fifty euros (EUR 1.350.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation, the sole shareholder, representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. The number of managers is set at one (1).
2. Is appointed as Manager of the Company for an unlimited period of time:
M. Sigurdur BOLLASON, born on June 25th, 1973 in Reykjavik, residing at 4, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg.
3. The registered office is established at Luxembourg, L-2240, rue Notre Dame 34

WHEREOF, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder signed together with the Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le vingt et un janvier

Par devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

OROLUK HOLDING SARL, une société de droit luxembourgeois, ayant son siège au 59 Grand Rue, L-1661 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la référence B 201.578,

ici dûment représentée par Maître Thierry POULIQUEN, demeurant professionnellement à Howald or Maître Valérie KOPERA, demeurant professionnellement à Howald, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 15 janvier 2016.

Laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

Art. 1^{er}. Nom. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de «O8 RETAIL S.À R.L.» (la Société).

Art. 2. Objet social. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société peut également développer, acquérir, céder et exploiter des marques, brevets et tous autres droits similaires ou équivalents, à Luxembourg et à l'étranger.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires, accorder à d'autres sociétés ou entreprises dans lesquelles la société détient une participation ou qui font partie du même groupe de sociétés que la société, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg, au Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé unique ou d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant unique ou du conseil de gérance.

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENT EUROS (12.500 EUR) représenté par MILLE DEUX CENT CINQUANTE (1.250) parts sociales d'une valeur nominale de DIX EUROS (10 EUR) chacune.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'assemblée des associés, conformément à l'article 15 des présents statuts.

Art. 7. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de parts sociales. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées.

Art. 10. Rachat de parts sociales. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 15 des statuts sont d'application.

Art. 11. Décès, incapacité, faillite ou déconfiture des associés. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un des associés sinon de l'associé unique, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée par un gérant unique ou par un conseil de gérance composé de deux ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Le gérant unique ou le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés. Ils sont librement et à tout moment révocables par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée, en toutes circonstances, par la signature du gérant unique. Si la gestion est confiée à un conseil de gérance, la Société est engagée, en toutes circonstances, par la signature conjointe de deux gérants. Cependant, la Société est valablement engagée par la signature individuelle de chaque gérant, pour les actes relatifs à sa gestion journalière.

Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président.

Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Lorsque le conseil de gérance est composé d'au moins trois membres, tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant ne peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion. Au cas où, lors d'une réunion du conseil de gérance, il y a égalité de voix pour et contre une décision, la voix du président sera prépondérante.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par lettre ou par télécopie ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Assemblées générales des associés. Une assemblée générale annuelle de l'associé unique ou des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée, le dernier jour ouvrable de Juin à quatorze heures, et pour la première fois en 2017.

D'autres assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

Art. 15. Droits de vote des associés, quorum et majorité. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Comptes annuels. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 18. Distribution des bénéfices, réserves. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 19. Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi sur les sociétés commerciales.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi de 1915 et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions de l'article 27 de la Loi de 1915.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2016.

Souscription et libération

Les MILLE DEUX CENT CINQUANTE (1.250) parts sociales ont toutes été souscrites par OROLUK HOLDING SARL, pré qualifiée et représentée comme indiqué en tête des présentes.

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en numéraire, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENT EUROS (12.500 EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le confirme.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à mille trois cent cinquante euros (1.350-EUR).

Décisions de l'associée unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associée unique, représentée comme ci-avant, représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Les membres du conseil de gérance sont au nombre de UN (1).

2. Est nommé gérant pour une durée indéterminée:

M. Sigurdur BOLLASON, né le 25 juin 1973 à Reykjavik, demeurant au 4, rue des Capucins à L-1313 Luxembourg

3. Le siège social de la société est établi à Luxembourg, L-2240, 34 rue Notre Dame

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par son nom, prénoms usuels, état et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le Notaire.

Signés: T. POULIQUEN, K.REUTER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 28 janvier 2016. Relation: 2LAC/2016/1972. Reçu soixante-quinze euros 75.-.

Le Receveur (signé): MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 16 février 2016.

Référence de publication: 2016066939/328.

(160029271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

Allianz Infrastructure Norway Holdco I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 136.873.631,09.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 196.221.

In the year two thousand and sixteen, on the third day of the month of February.

Before Us, Maître Marc Loesch, notary public, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg),

there appeared:

Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.276 and having its registered office at 14, boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg,

here represented by Mr Frank Stolz-Page, professionally residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal with power of substitution given on 27 January 2016.

I. The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

II. The appearing party declares that it is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") representing the entire share capital of Allianz Infrastructure Norway Holdco I S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organised under Luxembourg law, with a share capital of sixty million eight hundred twenty-seven thousand two hundred thirty-seven Euro and ninety-one Cent (EUR 60,827,237.91) and having its registered office at 14, boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre du Commerce et des Sociétés) under number B 196221, incorporated by a deed of Maître Marc Loesch, notary public, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg), on 1 April 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1478 dated 11 June 2015.

III. The Company's articles of incorporation (the "Articles") have last been amended by a deed of Maître Marc Loesch, notary public, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg), dated 1 August 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3012 dated 4 November 2015.

IV. The appearing party, represented as above mentioned, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1. To increase the share capital of the Company by an amount of seventy-six million forty-six thousand three hundred ninety-three Euro and eighteen Cent (EUR 76,046,393.18) so as to raise it from its current amount of sixty million eight hundred twenty-seven thousand two hundred thirty-seven Euro and ninety-one Cent (EUR 60,827,237.91) represented by six billion eighty-two million seven hundred twenty-three thousand seven hundred ninety-one (6,082,723,791) shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, to an amount of one hundred thirty-six million eight hundred seventy-three thousand six hundred thirty-one Euro and nine Cent (EUR 136,873,631.09) represented by thirteen billion six hundred eighty-seven million three hundred sixty-three thousand one hundred and nine (13,687,363,109) shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each;

2. To issue seven billion six hundred four million six hundred thirty-nine thousand three hundred and eighteen (7,604,639,318) new shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, having the same rights and privileges as the existing shares;

3. To accept the subscription of seven billion six hundred four million six hundred thirty-nine thousand three hundred and eighteen (7,604,639,318) newly issued shares (the "New Shares") by Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 157.276 and having its registered office at 14, boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg (the "Sole Shareholder") by a contribution in kind consisting of (i) sixty-five million four hundred twenty-one thousand five hundred twenty-nine (65,421,529) class A shares and (ii) four thousand (4,000) class B shares in Solveig Gas Holdco AS, a company incorporated under the laws of Norway whose registered office is at Hospitalsgata 4, N-4006 Stavanger, Norway (together the "Solveig Holdco Shares") and to allocate such New Shares to the Sole Shareholder;

4. To amend article 5 of the Articles so as to reflect the resolutions to be adopted under items 1. to 3. above, as follows:

" **Art. 5.** The Company's share capital is fixed at one hundred thirty-six million eight hundred seventy-three thousand six hundred thirty-one Euro and nine Cent (EUR 136,873,631.09) represented by thirteen billion six hundred eighty-seven million three hundred sixty-three thousand one hundred and nine (13,687,363,109) shares having a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each."

5. Miscellaneous.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to increase the share capital of the Company by an amount of seventy-six million forty-six thousand three hundred ninety-three Euro and eighteen Cent (EUR 76,046,393.18) so as to raise it from its current amount of sixty million eight hundred twenty-seven thousand two hundred thirty-seven Euro and ninety-one Cent (EUR 60,827,237.91) represented by six billion eighty-two million seven hundred twenty-three thousand seven hundred ninety-one (6,082,723,791) shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, to an amount of one hundred thirty-six million eight hundred seventy-three thousand six hundred thirty-one Euro and nine Cent (EUR 136,873,631.09) represented by thirteen billion six hundred eighty-seven million three hundred sixty-three thousand one hundred and nine (13,687,363,109) shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each.

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to issue seven billion six hundred four million six hundred thirty-nine thousand three hundred and eighteen (7,604,639,318) New Shares with a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each, having the same rights and privileges as the existing shares.

Third resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to accept the subscription of the seven billion six hundred four million six hundred thirty-nine thousand three hundred and eighteen (7,604,639,318) New Shares by the Sole Shareholder and its full payment through a contribution in kind of the Solveig Holdco Shares and to allocate such New Shares to the Sole Shareholder.

Subscription - Payment

There now appears Mr Frank Stolz-Page, prenamed, acting in his capacity as duly authorized attorney in fact of the Sole Shareholder, by virtue of the above mentioned power of attorney.

The Sole Shareholder, prenamed, acting through its attorney, declares to subscribe to the New Shares and to make payment in full for all such newly subscribed shares by a contribution in kind consisting of the Solveig Holdco Shares (the "Contribution").

The Sole Shareholder, acting through its attorney, declares that the value of the Contribution has been certified by a declaration of the recipient company issued on 3 February 2016, signed by Herr Alain Schaedgen and Lars Thomas in their capacity as managers (Geschäftsführer) of the Company as at the date of the Contribution at seventy-six million forty-six thousand three hundred ninety-three Euro and eighteen Cent (EUR 76,046,393.18).

The Sole Shareholder, acting through its duly appointed attorney, declares that:

- a) it is the sole owner with full power of disposal of the Solveig Holdco Shares;
- b) the Solveig Holdco Shares, which are hereby contributed in kind, are freely transferable; and
- c) there exists no impediments to the free transferability of the Solveig Holdco Shares to the Company and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Solveig Holdco Shares to the Company.

Fourth resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to amend article 5 of the Articles so as to reflect the resolutions to be adopted under items 1. to 3. above, as follows:

" **Art. 5.** The Company's share capital is fixed at one hundred thirty-six million eight hundred seventy-three thousand six hundred thirty-one Euro and nine Cent (EUR 136,873,631.09) represented by thirteen billion six hundred eighty-seven million three hundred sixty-three thousand one hundred and nine (13,687,363,109) shares having a nominal value of one Cent (EUR 0.01) each."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately six thousand five hundred Euro (EUR 6,500)

Declaration

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same person and in case of any differences between the English and the German texts, the English text will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg), at the office of the undersigned notary, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with Us, the notary, this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zeitausendundsechzehn, am dritten Februar,

Vor dem Notar Marc Loesch, Notar mit Amtssitz in Bad-Mondorf (Großherzogtum Luxemburg),

ist erschienen:

Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet nach Luxemburger Recht, eingetragen im Handels-und Firmenregister von Luxemburg unter der Nummer B 157.276 und mit Geschäftsanschrift in 14, boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxemburg,

hier vertreten durch Herrn Frank Stolz-Page, geschäftsansässig in Bad-Mondorf, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht mit Untervollmacht, ausgestellt am 27 Januar 2016.

I. Vorgenannte Vollmacht wird dieser Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

II. Die erschienene Partei erklärt, alleinige Gesellschafterin (die "Alleinige Gesellschafterin") der Allianz Infrastructure Norway Holdco I S.à r.l. zu sein, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach Luxemburger Recht mit einem Stammkapital von sechzig Millionen achthundertsiebenundzwanzigtausendzweihundert-siebenunddreißig Euro und einundneunzig Cent (EUR 60.827.237,91) und mit Geschäftsanschrift in 14, boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxemburg, eingetragen im Handels-und Firmenregister von Luxemburg unter der Nummer B 196221

(die "Gesellschaft"), gegründet durch Urkunde des Notars Marc Loesch, Notar mit Amtssitz in Bad-Mondorf (Großherzogtum Luxemburg) vom 1. April 2015, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1478 vom 11. Juni 2015.

III. Die Satzung der Gesellschaft (die "Satzung") wurde letztmals abgeändert durch eine notarielle Urkunde des Notars Marc Loesch, Notar mit Amtssitz in Bad-Mondorf (Großherzogtum Luxemburg) vom 1. August 2015, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 3012 vom 4. November 2015.

IV. Die erschienene Partei, wirksam vertreten wie vorgenannt, erklärend von folgender Tagesordnung vollständige Kenntnis zu haben:

Tagesordnung:

1. Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von sechsundsiebzig Millionen sechshundertvierzigtausend dreihundertdreißig Euro und achtzehn Cent (EUR 76.046.393,18), um dasselbe von seinem derzeitigen Betrag von sechzig Millionen achthundertsiebenundzwanzigtausend zweihundertsiebenunddreißig Euro und einundneunzig Cent (EUR 60.827.237,91), eingeteilt in sechs Milliarden zweiundachtzig Millionen siebenhundertdreißigtausend siebenhunderteinundneunzig (6.082.723.791) Anteile mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil, auf einen Betrag von einhundertsechsdreißig Millionen achthundertdreißigtausend sechshunderteinunddreißig Euro und neun Cent (EUR 136.873.631,09), eingeteilt in dreizehn Milliarden sechshundertsiebenundachtzig Millionen dreihundertdreißigtausend einhundertneun (13.687.363.109) Anteile mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil zu erhöhen.

2. Ausgabe von sieben Milliarden sechshundertvier Millionen sechshundertneununddreißigtausend dreihundertachtzehn (7.604.639.318) neuen Anteilen mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil, mit denselben Rechten und Anrechten wie die bestehenden Anteile.

3. Zeichnung von sieben Milliarden sechshundertvier Millionen sechshundertneununddreißigtausend dreihundertachtzehn (7.604.639.318) neuen Anteilen (die "Neuen Anteile") durch Allianz Infrastructure Luxembourg I S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet nach Luxemburger Recht, eingetragen im Handels- und Firmenregister von Luxemburg unter der Nummer B 157.276 und mit Geschäftsanschrift in 14, boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxemburg (die "Alleinige Gesellschafterin") durch Einbringung von (i) fünfundsechzig Millionen vierhunderteinundzwanzigtausend fünfhundertneunundzwanzig (65.421.529) Anteilen der Klasse A und (ii) viertausend (4.000) Anteilen der Klasse B an Solveig Gas Holding AS, einer Gesellschaft nach Norwegischem Recht, mit Geschäftsadresse in Hospitalsgata 4, N-4006 Stavanger, Norwegen (gemeinsam die "Solveig Holdco Anteile") und Zuordnung der Neuen Anteile an die Alleinige Gesellschafterin.

4. Änderung von Artikel 5 der Satzung wie folgt, um die unter den vorgenannten Punkten 1.-3. Erfolgt Beschlüsse zu reflektieren:

" **Art. 5.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt einhundertsechsdreißig Millionen achthundertdreißigtausend sechshunderteinunddreißig Euro und neun Cent (EUR 136.873.631,09), eingeteilt in dreizehn Milliarden sechshundertsiebenundachtzig Millionen dreihundertdreißigtausend einhundertneun (13.687.363.109) Anteile mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil."

6. Verschiedenes.

Die Alleinige Gesellschafterin ersucht den unterzeichnenden Notar die folgenden Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Alleinige Gesellschafterin BESCHLIESST, das Stammkapital der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von sechsundsiebzig Millionen sechshundertvierzigtausend dreihundertdreißig Euro und achtzehn Cent (EUR 76.046.393,18) zu erhöhen, um dasselbe von seinem derzeitigen Betrag von sechzig Millionen achthundertsiebenundzwanzigtausend zweihundertsiebenunddreißig Euro und einundneunzig Cent (EUR 60.827.237,91), eingeteilt in sechs Milliarden zweiundachtzig Millionen siebenhundertdreißigtausend siebenhunderteinundneunzig (6.082.723.791) Anteile mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil, auf einen Betrag von einhundertsechsdreißig Millionen achthundertdreißigtausend sechshunderteinunddreißig Euro und neun Cent (EUR 136.873.631,09), eingeteilt in dreizehn Milliarden sechshundertsiebenundachtzig Millionen dreihundertdreißigtausend einhundertneun (13.687.363.109) Anteile mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil zu erhöhen.

Zweiter Beschluss

Die Alleinige Gesellschafterin BESCHLIESST, sieben Milliarden sechshundertvier Millionen sechshundertneununddreißigtausend dreihundertachtzehn (7.604.639.318) Neue Anteile mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil und mit denselben Rechten und Anrechten wie die bestehenden Anteile auszugeben.

Dritter Beschluss

Die Alleinige Gesellschafterin BESCHLIESST die Zeichnung der sieben Milliarden sechshundertvier Millionen sechshundertneununddreißigtausend dreihundertachtzehn (7.604.639.318) Neuen Anteile durch die Alleinige Gesellschafterin durch Einbringung der Solveig Holdco Anteile und die Zuordnung der Neuen Anteile an die Alleinige Gesellschafterin.

Zeichnung - Zahlung

Erscheint nunmehr Herr Frank Stolz-Page, vorgenannt, in seiner Eigenschaft als wirksam bestellter Vertreter der Alleinigen Gesellschafterin aufgrund der vorgenannten privatschriftlichen Vollmacht.

Die Alleinige Gesellschafterin, vorgenannt, erklärt durch ihren Bevollmächtigten, die Neuen Anteile zu zeichnen und diese durch Einbringung der Solveig Holdco Anteile vollständig zu zahlen (die "Einbringung").

Die Alleinige Gesellschafterin, handelnd durch ihren Bevollmächtigten, erklärt weiter, dass der Wert der Einbringung durch eine Erklärung der Gesellschaft vom 3. Februar 2016, unterzeichnet durch Herr Alain Schaedgen und Herr Lars Thomas in ihrer Eigenschaft als Geschäftsführer der Gesellschaft zum Datum der Einbringung auf sechsundsiebzig Millionen sechsendvierzigtausend dreihundertdreiundneunzig Euro und achtzehn Cent (EUR 76,046,393.18) bestätigt wurde.

Die Alleinige Gesellschafterin, handelnd durch ihren Bevollmächtigten, erklärt weiter, dass:

- a) sie die alleinige Eigentümerin der Solveig Holdco Anteile ist;
- b) die Solveig Holdco Anteile, die hiermit eingebracht werden, frei übertragbar sind; und
- c) es keine Beschränkungen hinsichtlich der Übertragbarkeit der Solveig Holdco Anteile an die Gesellschaft gibt und dass wirksame Maßnahmen getroffen wurden, um sämtliche Benachrichtigungen, Eintragungen oder sonstigen Formalitäten für die wirksame Übertragung der Solveig Holdco Anteile an die Gesellschaft zu gewährleisten.

Vierter Beschluss

Die Alleinige Gesellschafterin BESCHLIESST die Änderung von Artikel 5 der Satzung wie folgt, um die unter den vorgenannten Punkten 1.-3. Erfolgt Beschlüsse zu reflektieren:

" **Art. 5.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt einhundertsechsdreißig Millionen achthundertdreiundsiebzigtausend sechshunderteinunddreißig Euro und neun Cent (EUR 136.873.631,09), eingeteilt in dreizehn Milliarden sechshundertsiebenundachtzig Millionen dreihundertdreiundsechzigtausend einhundertneun (13.687.363.109) Anteile mit einem Nennwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Anteil."

Kosten

Die Höhe der Auslagen, Kosten, Aufwendung und Lasten jeglicher Art, die der Gesellschaft aufgrund dieser Urkunde entstehen, werden auf etwa sechstausendfünfhundert Euro (EUR 6.500) geschätzt.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, der Englisch spricht, erklärt, dass die vorliegende Urkunde auf Antrag der vorgenannten Partei in englischer Sprache verfasst wurde, der eine deutsche Übersetzung folgt und dass auf Antrag der erschienenen Partei im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und deutschen Fassung der englische Text maßgeblich sein soll.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Bad-Mondorf (Großherzogtum Luxemburg), in der amtsstube des unterzeichnenden Notars, am eingangs erwähnten Datum.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten Vollmachtnehmer der erschienenen Partei vorgelesen wurde, hat derselbe die vorliegende Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 5 février 2016. GAC/2016/1016. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 17 février 2016.

Référence de publication: 2016067171/220.

(160030050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2016.

Veresen Finance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 3.030.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 191.520.

In the year two thousand and fifteen on the thirty-first day of December.

Before Us Maître Jacques Kessler, notary, residing in Petange, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

VERESEN ENERGY INFRASTRUCTURE INC., a company duly incorporated and validly existing under the laws of Alberta, Canada, having its principal place of business at Suite 900, Livingston Place, South Tower 222 - 3rd Avenue S.W.,

Calgary T2P0B4, Alberta, registered with the Alberta register, under registration number 2017198512 (the “Sole Shareholder”),

here represented by Sofia Afonso Da Chao Conde, notary's clerk, with professional address at 13, route de Luxembourg, L-4761 Petange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented by its proxyholder, has requested the notary to state as follows:

I. That VERESEN ENERGY INFRASTRUCTURE INC., aforementioned, is the sole shareholder of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) existing in Luxembourg under the name of VERESEN FINANCE S.À R.L., having its registered office at 6, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 191.520 and incorporated by a deed of Maitre Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on October 21, 2014, published in the *Mémorial, Recueil Spécial C, Recueil des Sociétés et Associations* on November 14, 2014 under number 3387 (the “Company”). The articles of associations of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maitre Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on November 5, 2014, published in the *Mémorial, Recueil Spécial C, Recueil des Sociétés et Associations* on January 27, 2015 under number 212.

II. That the Company's share capital amounts to three million thirty thousand US Dollars (USD 3,030,000) represented by one million five hundred thirty thousand (1,530,000) ordinary shares of one US Dollar (USD 1) each (the “Ordinary Shares”), and one million five hundred thousand (1,500,000) income participating mandatory redeemable preferred shares of one US Dollar (USD 1) each (the “IPMRPS”), all fully subscribed and entirely paid up.

III. That the Agenda of the meeting is the following:

1. Consider waiving the convening formalities;
2. Consider the restatement of the Company's share capital by the conversion of the income participating mandatory redeemable preferred shares (so called IPMRPS) into mandatory redeemable preferred shares (so called MRPS);
3. Consider the conversion of the current one million five hundred thousand (1,500,000) income participating mandatory redeemable preferred shares of the Company with a par value of one US Dollar (USD 1) each into one million five hundred thousand (1,500,000) mandatory redeemable preferred shares of the Company with a par value of one US Dollar (USD 1) each;
4. Consider the subsequent amendment of Articles 6, 12 and 13 of the Company's articles of association;
5. Miscellaneous.

IV. That, on basis of the Agenda, the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital being represented at the present extraordinary general shareholder's meeting, the Sole Shareholder resolves to waive the convening formalities, as it considers having been duly convened and declares having full knowledge of the agenda of the present meeting which has been communicated to it in advance, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to restate the Company's share capital by the conversion of the income participating mandatory redeemable preferred shares (so called IPMRPS) into mandatory redeemable preferred shares (so called MRPS). Consequently, the Company's share capital is divided into two distinct classes of shares namely the ordinary shares and the mandatory redeemable preferred shares.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the one million five hundred thousand (1,500,000) income participating mandatory redeemable preferred shares of the Company with a par value of one US Dollar (USD 1) each into one million five hundred thousand (1,500,000) mandatory redeemable preferred shares of the Company with a par value of one US Dollar (USD 1) each.

For avoidance of doubt, the Sole Shareholder resolves that: (i) the accrued and unpaid preferred dividend on the IPMRPS up to and including December 31, 2015 shall be computed and declared in accordance with the articles of association of the Company as they were prior to the present extraordinary general shareholder's meeting of the Company, (ii) the IPMRPS premium account is converted into the MRPS premium account, and (iii) further to the conversion of the IPMRPS into MRPS, the issuance date of the IPMRPS shall be considered as the issuance date of the MRPS.

Fourth resolution

Pursuant to the above, the Sole Shareholder resolves to amend Articles 6, 12 and 13 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

“ Art. 6. Share capital - Shares.

6.1 Subscribed share capital

The share capital amounts to three million thirty thousand US Dollars (USD 3,030,000) represented by one million five hundred thirty thousand (1,530,000) ordinary shares of one US Dollar (USD 1) each (the “Ordinary Shares”), and one million five hundred thousand (1,500,000) mandatory redeemable preferred shares of one US Dollar (USD 1) each (the “MRPS”), all fully subscribed and entirely paid up.

For the sake of clarity, “shares” in the present Articles shall include Ordinary Shares and MRPS.

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a sole shareholder company (“société unipersonnelle”) in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2, amongst others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between the sole shareholder and the Company represented by the sole shareholder shall have to be established in writing.

6.2 Share premium

Ordinary Shares and MRPS (together referred to as the “classes” of shares and each referred to as a “class” of shares) can be issued with or without a share premium, subject to legal requirements and the provisions of the present Articles. Any amount of share premium which has been paid in addition to the par value of the Ordinary Shares (the “Ordinary Share Premium”) shall remain attached to the Ordinary Shares and shall be designated as the “Ordinary Share Premium Account”. Any amount of share premium which has been paid in addition to the par value of the MRPS (the “MRPS Premium”) shall remain attached to the MRPS and shall be designated as the “MRPS Premium Account”.

The shareholder(s) may also resolve to increase the amount of the Ordinary Share Premium Account and/or MRPS Premium Account by way of a contribution or by incorporation of Company's available reserves, provided that shareholder (s) representing more than half of each class of shares of the Company and representing together more than half of the entire share capital of the Company are present or represented at the meeting where such resolution is taken and that two thirds of the shareholder(s) present or represented vote in favor.

Such increase may be performed without issuance of new Company's shares as long as all the Company's shares are held by a sole shareholder.

Amounts so recorded to the Ordinary Share Premium Account and/or MRPS Premium Account will constitute freely distributable reserves of the Company.

As long as the Company has a sole shareholder, a portion of Ordinary Share Premium equal to 10% of the share capital (represented by both Ordinary Shares and MRPS) should be allocated to the legal reserve.

6.3 Modification of share capital

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 8 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Law.

As long as the Company has a sole shareholder, if an impairment is booked in the Company's quarterly accounts on the value of any of its subsidiaries and if the quarterly accounts show that further to such impairment the Company is in a loss position, the shareholder shall, before the end of the financial year during which the impairment is booked, decrease the Ordinary Share Premium Account in order to absorb such loss.

6.4 Redemption of shares

The sole shareholder, or, in case of plurality of shareholders, the general meeting of the shareholders of the Company may resolve to redeem part or all of the MRPS subject however to the conditions as set out below.

MRPS are redeemable (partially or in full) at any time until maturity at the option of the Company (an “Early Redemption Date”). The Company shall redeem the MRPS at the latest on the tenth (10th) anniversary of their issuance (the “Maturity Date”).

The MRPS shall be redeemed for an amount corresponding to (i) the aggregate par value of the redeemed MRPS, (ii) the MRPS Premium attached to the redeemed MRPS, including the amount, if any, allocated from the MRPS Premium Account to the legal reserve, as well as (iii) any preferred dividend as defined in Article 12 accumulated but not yet declared on the redeemed MRPS at the time of redemption (the “Redemption Price”).

Nonetheless, the MRPS shall only be redeemed at the Maturity Date if the Company has sufficient available funds to do so on the concerned date (the “Available Funds”).

In case the Company disposes of funds available for distribution to pay the Redemption Price but has no sufficient cash available at the Maturity Date, it may, at its sole discretion, pay the Redemption Price in kind (partially or in full).

In case the Company has Available Funds to pay the Redemption Price in cash, the Redemption Price can nonetheless be paid in kind (either at the Maturity Date or an Earlier Redemption Date), if the MRPS holder(s) so agree.

MRPS redeemed by the Company shall be immediately cancelled and the amount of share capital shall be reduced accordingly. In addition, the MRPS Premium Account shall be reduced accordingly.

6.5 Indivisibility of shares

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.6 Transfer of shares

In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and 190 of the Law.

6.7 Registration of shares

All shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with article 185 of the Law.

Art. 12. Distribution of profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of expenses and amortisation represent the net profit as approved by the annual general meeting of the shareholders. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, carried forward, or transferred to a distributable reserve.

For every financial year of the Company, the holder of MRPS are entitled to a cumulative preferred dividend of five point twenty-four percent (5.24%) a year accrued on the MRPS on a daily basis (360-days per year), computed on the first day of each month in arrears on the par value of the MRPS and MRPS Premium Account, including the amount, if any, allocated from the MRPS Premium Account to the legal reserve, until the MRPS' redemption (the "Preferred Dividend").

Preferred Dividend may be either (i) cumulated or (ii) declared each year to the extent the Company has sufficient earnings before interest, taxes and amortization (EBITA). If the current year's Preferred Dividend is not declared (due to a lack of distributable profits or otherwise), it shall be cumulated and can be declared at any time until the redemption of the MRPS to the extent that there is sufficient EBITA.

The above Preferred Dividend does not have any impact on the obligation for each shareholder to participate to the losses under the sequence described in article 13 of the present Articles.

The holders of the Ordinary Shares are entitled to the remainder of the Company's profit for any given financial year ("Ordinary Dividend"), but no dividends will be paid to the holders of the Ordinary Shares until all rights to Preferred Dividend of the holders of MRPS of the current year and the prior years have been paid.

The holders of MRPS are not entitled to the Ordinary Dividend, except when holding Ordinary Share(s) as well as MRPS.

The Preferred Dividend and/or the Ordinary Dividend may be paid in cash or in kind, if the MRPS holder(s) and/or Ordinary Shares holder(s) so agree.

The sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may resolve to pay one or more interim dividends with respect to the MRPS ("Preferred Interim Dividend") and Ordinary Shares ("Ordinary Interim Dividend"), including during the first financial year, subject to the drafting of an interim balance sheet showing sufficient EBITA. The declaration of Preferred Interim Dividends shall be limited to the Preferred Dividends accumulated on the MRPS as at the day this decision is taken. The Ordinary Interim Dividend shall be limited to the distributable profits that are in excess of the profits necessary to declare the Preferred Interim Dividend until the financial year end. Any manager may require, at its sole discretion, to have this interim balance sheet reviewed by an independent auditor at the Company's expense.

The total amount to be distributed may not exceed total EBITA since the end of the last financial year, if existing, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and amount to be allocated to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

Art. 13. Dissolution - Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Upon winding-up of the Company, subject the prior payment of the Company's creditors and to the availability of funds, the holders of the MRPS have a preferred right to the repayment of their contributions (i.e., MRPS and MRPS Premium Account) and Preferred Dividend accumulated or declared but not yet paid at that time.

The holders of the Ordinary Shares are not entitled to the repayment of their contribution (i.e., Ordinary Shares, Ordinary Share Premium Account, Ordinary Share Premium allocated to the legal reserve or any other reserve if any) until all rights to repayment of the holders of MRPS have been discharged.

Should there be insufficient funds to pay entirely the preferred repayment right of MRPS, available funds will be allocated to the holders of MRPS pro rata their repayment rights.

Holders of the Ordinary Shares are entitled to the entire liquidation proceeds (liquidation profits) of the Company after the holders of MRPS have received their preferred rights to repayment. Holders of MRPS are thus excluded from any liquidation surplus of the Company after they have received their preferred right to repayment.

In case of liquidation losses, such losses will be supported firstly by the holders of the Ordinary Shares, and then by the holders of the MRPS when necessary.”

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the proxyholder of the appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le trente-et-un décembre.

Par-devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

VERESEN ENERGY INFRASTRUCTURE INC., une société constituée et existant sous la loi d'Alberta, Canada, having its principal place of business at Suite 900, Livingston Place, South Tower 222 - 3rd Avenue S.W., Calgary T2P0B4, Alberta, inscrite au Registre de Commerce d'Alberta sous le numéro 2017198512 (l'«Associé Unique»),

ici représentée par Sofia Afonso Da Chao Conde, notary's clerk, with professional address at 13, route de Luxembourg, L-4761 Petange, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée par l'Associé Unique sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée “ne varietur” par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Lequel comparant représentée par son mandataire a requis le notaire instrumentaire d'acter:

I. Que VERESEN ENERGY INFRASTRUCTURE INC., précitée, est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de VERESEN FINANCE S.A R.L., ayant son siège social au 6, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191.520 et constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Henry Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, en date du 21 octobre 2014, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 14 novembre 2014 sous le numéro 3387 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par Maître Henry Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, en date du 5 novembre 2014, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 27 janvier 2015 sous le numéro 212.

II. Que le capital social de la Société est de trois million trente mille US Dollars (USD 3.030.000) représenté par un million cinq cent trente mille (1.530.000) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires») et par un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales préférentielles avec obligation de rachat traçant le revenu d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune (les «IPMRPS»), toutes entièrement souscrites et libérées.

III. Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

1. Considérer la renonciation aux formalités de convocation;
2. Considérer la modification du capital social de la Société par la conversion des parts sociales préférentielles avec obligation de rachat traçant le revenu (appelées IPMRPS) en parts sociales préférentielles avec obligation de rachat (appelées MRPS);
3. Considérer la conversion des un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales préférentielles avec obligation de rachat traçant le revenu existantes de la Société d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune en un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales préférentielles avec obligation de rachat d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune;
4. Considérer la modification subséquente des articles 6, 12 et 13 des statuts de la Société;
5. Divers.

IV. Que sur base de l'ordre du jour, l'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

Que l'entière du capital social est représenté à la présente assemblée extraordinaire des associés, l'Associé Unique décide de renoncer à toutes les formalités de convocation, puisqu'il considère avoir été valablement convoqué et déclare avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à la présente assemblée, de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier la représentation du capital social de la Société en convertissant les parts sociales préférentielles avec obligation de rachat traçant le revenu (appelées IPMRPS) en parts sociales préférentielles avec obli-

gation de rachat (appelées MRPS). Par conséquent, le capital social de la Société est divisé en deux classes distinctes de parts sociales à savoir les parts sociales ordinaires et les parts sociales préférentielles avec obligation de rachat.

Troisième résolution

L'Associée Unique décide de convertir les un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales préférentielles avec obligation de rachat traçant le revenu existantes de la Société d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, en un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales préférentielles avec obligation de rachat de la Société d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune.

Pour éviter toute confusion, l'Associée Unique décide que: (i) le dividende préférentiel accumulé et non déclaré sur les IPMRPS jusqu'au 31 décembre 2015 inclus sera déterminé et déclaré conformément aux statuts de la Société tel qu'ils étaient avant cette assemblée générale extraordinaire des associés de la Société, (ii) le compte de prime d'émission des IPMRPS est converti au compte de prime d'émission des MRPS, et (iii) suite à la conversion des IPMRPS en MRPS, la date d'émission des IPMRPS sera considérée comme la date d'émission des MRPS.

Quatrième résolution

Suite à ce qui précède, l'Associée Unique décide de modifier les articles 6, 12 et 13 des statuts de la Société, qui auront désormais la teneur suivante:

« Art. 6. Capital social - Parts sociales.

6.1 Capital souscrit et libéré

Le capital social est fixé à trois million trente mille US Dollars (USD 3.030.000) représenté par un million cinq cent trente mille (1.530.000) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires») et par un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales préférentielles avec obligation de rachat d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune (les «MRPS»), toutes entièrement souscrites et libérées.

Dans un souci de clarté, les «parts sociales» dans les présents statuts comprennent les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS.

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 Prime d'émission

Les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS (appelés collectivement les «classes» de parts sociales et individuellement appelé «classe» de parts sociales) peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, soumises aux obligations légales et aux dispositions des présents statuts. Tout montant de prime d'émission qui a été payé en supplément de la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires (la «Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires») restera attaché aux Parts Sociales Ordinaires et sera dénommé «Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires». Tout montant de prime d'émission qui a été payé en supplément de la valeur nominale des MRPS (la «Prime d'Emission des MRPS») restera attaché aux MRPS et sera dénommé «Compte de Prime d'Emission des MRPS».

L'/les associé(s) peut également décider d'augmenter le montant du Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires et/ou Compte de Prime d'Emission des MRPS par le biais d'un apport ou par constitution de réserves disponibles de la Société, pour autant que l'/les associé(s) représentant plus de la moitié de chaque classe de parts sociales de la Société et représentant ensemble au moins plus de la moitié du capital de la Société sont présents ou représentés à la réunion durant laquelle une telle décision est prise et que les deux tiers des associés de présents ou représentés votent pour une telle décision.

Cette augmentation peut être effectuée sans émission de nouvelles parts sociales de la société aussi longtemps que toutes les parts sociales de la Société sont détenues par un associé unique.

Les montants ainsi inscrits au Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires et/ou Compte de Prime d'Emission des MRPS constitueront des réserves librement distribuables de la Société.

Tant que la Société a un associé unique, une partie des Primes d'Emission des Parts Sociales Ordinaires s'élevant à 10% du capital social (représenté par les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS) devra être allouée à la réserve légale.

6.3 Modification du capital social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

Tant que la Société est détenue par un associé unique, si une dépréciation est actée dans les comptes trimestriels de la Société sur la valeur d'une de ses filiales et si les comptes trimestriels établissent que suite à cette dépréciation la Société est en perte, l'associé peut, avant la fin de l'année comptable durant laquelle la dépréciation a été actée, diminuer le Compte de Prime d'Emission de Parts Sociales Ordinaires afin de compenser ladite perte.

6.4 Rachat de parts sociales

L'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés de la Société, peut décider de racheter une partie ou l'entièreté des MRPS conformément aux conditions énoncées ci-après.

Les MRPS sont rachetables (partiellement ou en totalité) au gré de la Société à tout moment jusqu'à leur échéance (une «Date de Rachat Anticipé»). La Société doit racheter les MRPS lors du dixième (10^{ème}) anniversaire de leur émission (la «Date d'Exigibilité»).

Les MRPS doivent être rachetés pour un montant correspondant à (i) la valeur nominale totale des MRPS rachetés, (ii) la Prime d'Emission des MRPS attaché aux MRPS rachetés, incluant le montant alloué du Compte de Prime d'Emission des MRPS à la réserve légale, ainsi que (iii) tout dividende préférentiel tel que défini à l'article 12, accumulé mais non encore repris sous les MRPS rachetés au moment du rachat (le «Prix de Rachat»).

Néanmoins, les MRPS seront rachetés à la Date d'Exigibilité uniquement si la Société a suffisamment de fonds disponibles pour ledit rachat (les «Fonds Disponibles»). Dans le cas où la Société disposerait des fonds disponibles pour distribution pour payer le Prix de Rachat mais n'aurait pas assez d'espèces disponible à la Date d'Exigibilité, elle pourra, à sa seule discrétion, payer le Prix de Rachat en nature (partiellement ou en totalité).

Dans le cas où la Société dispose de Fonds Disponibles pour payer le Prix de Rachat en espèces, celui-ci peut néanmoins être payé en nature (soit à la Date d'Exigibilité soit à une Date de Rachat Anticipé), si le(s) détenteur(s) de MRPS y sont favorables. Les MRPS rachetés sont immédiatement annulés et le montant du capital social doit être réduit corrélativement. En outre, le compte de Prime d'Emission des MRPS doit être réduit en conséquence.

6.5 Indivisibilité des parts sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.6 Transfert de parts sociales

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.7 Enregistrement des parts sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

Art. 12. Distribution des bénéfices. Les profits de la Société inscrits dans les comptes annuels, après déduction des charges et amortissements représentent le profit net tel qu'approuvé par l'assemblée générale des associés. Un montant égal à cinq pourcent (5%) du profit net de la Société est alloué à la réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve s'élève à dix pourcent (10%) du capital social de la Société.

Le solde du profit net pourra être distribué à /aux associé(s) proportionnellement au nombre de parts qu'il(s) détienne(nt), reporté, ou transféré à une réserve distribuable. Pour chaque année comptable de la Société, le(s) détenteur(s) de MRPS a/ont droit à un dividende préférentiel cumulatif fixe de cinq virgule vingt-quatre pourcent (5,24%) par an qui s'accumule sur les MRPS sur une base journalière (360 jours par an), calculé le premier jour de chaque mois échu sur la valeur nominale des MRPS et du Compte de Prime d'Emission des MRPS, incluant si tel est le cas, le montant alloué du Compte de Prime d'Emission des MRPS à la réserve légale, jusqu'au remboursement des MRPS («Dividende Préférentiel»).

Les Dividende Préférentiel peut être (i) soit cumulé (ii) soit distribué chaque année pour autant que la Société ait suffisamment de profits avant intérêt, taxe et amortissement (EBITA). Si les Dividendes Préférentiels de l'année ne sont pas déclarés (à cause d'un manque de bénéfices distribuables ou autre), ils sont cumulés et peuvent être distribués durant la première année où il y a un EBITA suffisant.

Les Dividendes Préférentiels ci-dessus n'ont aucune influence sur l'obligation de chaque associé de participer aux pertes décrites à l'article 13 des présents statuts.

Les détenteurs des Parts Sociales Ordinaires ont droit, chaque année comptable, aux bénéfices restants de la Société (le «Dividende Ordinaire»), mais aucun dividende ne sera payé aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires tant que tous les droits des Dividendes Préférentiels des détenteurs de MRPS de l'année en cours et des années précédentes n'ont pas été acquittés.

Les détenteurs de MRPS n'ont pas droit au Dividende Ordinaire, sauf s'ils détiennent des Parts Sociales Ordinaires et des MRPS.

Les Dividendes Préférentiels et/ou Dividendes Ordinaires peuvent être payés en espèces ou en nature, si le détenteur de MRPS et/ou le détenteur de Parts Sociales Ordinaires en conviennent.

Le conseil de gérance peut décider de procéder au paiement d'un ou de plusieurs acomptes sur dividendes concernant les MRPS («Acompte sur Dividendes Préférentiels») et les Parts Sociales Ordinaires («Acompte sur Dividendes Ordinaires»), y compris durant le premier exercice social, à condition d'établir des comptes intérimaires indiquant suffisamment d'EBITA. La déclaration d'Acompte sur Dividende Préférentiels devrait être limitée aux Dividendes Préférentiels accumulés sur les MRPS au jour où la décision de distribuer un tel dividende est prise. L'Acompte sur Dividendes Ordinaires se limite aux bénéfices distribuables excédant le bénéfice nécessaire à l'Acompte sur Dividendes Préférentiels jusqu'à la fin de l'année comptable. Chaque gérant peut, de manière discrétionnaire, demander que ce bilan intermédiaire soit revu par un réviseur d'entreprises aux frais de la Société.

Le montant total distribué ne doit pas excéder le montant total des EBITA comptabilisés depuis la fin du dernier exercice social, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et diminué des pertes reportées et sommes à allouer à une réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Art. 13. Dissolution - Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Suivant la dissolution de la Société, sous réserve du paiement des créanciers de la Société et de la disponibilité des fonds, les détenteurs de MRPS ont un droit préférentiel au remboursement de leur apport (comprenant notamment les MRPS et le Compte de Prime d'Emission des MRPS) et du Dividende Préférentiel cumulé ou déclaré mais non encore payé.

Les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires n'ont pas de droit au remboursement de leur apport (comprenant notamment les Parts Sociales Ordinaires, le Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires, et la Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires allouée à la réserve légale ou à toute autre réserve) tant que tous les droits de remboursement des détenteurs de MRPS n'ont pas été exécutés.

S'il n'y a pas de fonds suffisants pour payer entièrement le droit préférentiel de remboursement des MRPS, les fonds disponibles seront alloués au prorata des droits de remboursement.

Les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires ont droit à l'entière des bonis de liquidation de la Société après que les détenteurs de MRPS aient obtenu le paiement de leur droit au remboursement. Les détenteurs de MRPS sont donc exclus de tout excédant de liquidation de la Société après obtention du paiement de leur droit au remboursement.

En cas de pertes, ces pertes sont supportées premièrement par les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires, et ensuite, si nécessaire, par les détenteurs de MRPS.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, le mandant de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 janvier 2016. Relation: EAC/2016/1075. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016071960/386.

(160035075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2016.

Gondwana (Holdings) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: USD 24.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 71.585.

—
EXTRAIT

En date du 1^{er} Mars 2016, l'actionnaire unique de la société a pris la résolution suivante:

- Monsieur Jimmy TONG SAM, né le 24 Novembre 1968 à Moka (Île Maurice), avec adresse personnelle au 12 rue Edmond Goergen; L-6139 Junglinster est nommé gérant avec effet au 1^{er} Mars 2016 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Un mandataire

Référence de publication: 2016073423/15.

(160037928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2016.
